

Recherches sociographiques



John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*

Jean-Pierre Charland

Volume 35, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056836ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056836ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charland, J.-P. (1994). Compte rendu de [John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 35(1), 112–114. <https://doi.org/10.7202/056836ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1994

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jacques GIRARD, administrateur au *Journal de Montréal* après une expérience dans la Fonction publique, met en relief le déséquilibre dans les communications entre les deux provinces dû à la répartition des gens bilingues ; chez les décideurs en Ontario « dans le milieu des communications, le nombre de ceux qui lisent, écoutent et comprennent le français continue d'être infiniment petit » (p. 146). Le bilinguisme est plus répandu au Québec et on y a accès aux publications en anglais. GIRARD attire l'attention sur le fait que les images répandues par les médias sont stéréotypées et qu'il faudra faire des efforts pour obtenir une meilleure compréhension mutuelle.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un recueil très intéressant pour ceux et celles qui veulent approfondir les motivations des acteurs et actrices sur la scène interprovinciale ; il fait ressortir les dynamiques historiques, il présente des analyses lucides sur les nouvelles tendances qui se manifestent sur le plan des relations extérieures dans un monde changeant.

Jean LAPOINTE

*Département de sociologie,
Université d'Ottawa.*

John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 1992, 382 p. (Traduction : Hélène FILION.)

Publié d'abord en anglais sous le titre *A Short History of Quebec* en 1988, l'ouvrage de John Dickinson et Brian Young nous donne une brève synthèse de l'histoire du Québec, sous un angle socio-économique. Les auteurs entendent favoriser « la propriété et les autres manifestations du pouvoir économique, le droit, les structures sociales, les institutions et les rapports sociaux entre les sexes... » (p. 10). Pour ce faire, ils proposent une nouvelle périodisation : jusqu'en 1650, 1650-1815, 1815-1885, 1885-1930 et de 1930 à aujourd'hui.

Dans la première partie, après une présentation des nations autochtones du nord-est de l'Amérique du Nord, il est longuement question de la venue des Européens et des échanges marchands qui s'établissent entre eux et les Amérindiens. Jusqu'en 1650, ce sont les réseaux d'échanges autochtones qui continuent de prévaloir. En effet, la main-d'œuvre employée dans la cueillette et le transport des fourrures jusqu'aux comptoirs de traite est amérindienne, alors que la majorité des immigrants retournent en France au terme de leur engagement. Cependant, avec la disparition des intermédiaires commerciaux hurons, après 1650, les Français doivent adopter une nouvelle stratégie de traite : des coureurs de bois se rendent chez les Amérindiens avec des marchandises pour les échanger contre des fourrures, ou encore on multiplie les postes à l'intérieur du continent afin d'épargner aux chasseurs indigènes le long trajet jusqu'à la vallée du Saint-Laurent. Cette période voit aussi la population française de la colonie augmenter rapidement grâce au développement de l'agriculture. Des institutions politiques et sociales permanentes sont mises en place, reproduisant celles de la métropole. Cette organisation économique et sociale préindustrielle va rester en place jusqu'en 1815, les bouleversements politiques, notamment la Conquête, y changeant peu de choses. À la fin de

cette période, la bourgeoisie a acquis une nouvelle importance. Mais surtout, un antagonisme entre les fractions anglophone et francophone de celle-ci s'est creusé.

Les auteurs présentent la période 1815-1885 comme un moment de transition entre une société préindustrielle et l'industrialisation. En effet, alors qu'au début de la période les activités artisanales dominaient, à la fin la part du produit national brut attribuable à la production manufacturière approche celle de 1980. Aussi cette période voit-elle la bourgeoisie s'imposer, le droit comme les institutions économiques, politiques et sociales s'adapter à la nouvelle réalité. On insiste aussi sur le contrôle grandissant de la population de langue anglaise sur l'économie. Après 1885, le recours à de nouvelles formes d'énergie —notamment l'électricité—, de même que le développement de nouveaux secteurs d'activités liés à de nouvelles technologies confirment la prépondérance du capitalisme industriel au Québec. À la même période, dans les secteurs d'activité traditionnels —traitement des produits alimentaires, textiles, vêtements, chaussures, etc.— surviennent des changements importants au niveau des méthodes de production et de gestion, de même qu'un mouvement de concentration des entreprises. Enfin, après la Première Guerre mondiale le capital américain s'impose dans l'économie québécoise, surtout dans les domaines liés à l'exploitation des richesses naturelles. Selon les auteurs, la période 1930-1960, quoique qualifiée de Grande Noirceur par certains, est plutôt témoin de la modernisation du Québec. En effet, on constate que si les vieux discours continuent leur carrière, le Québec connaît néanmoins des changements économiques, sociaux et culturels importants. Aussi c'est moins une rupture qu'un approfondissement des tendances déjà présentes que les auteurs constatent au moment de la Révolution tranquille.

Si le découpage de l'ouvrage obéit à une périodisation qui respecte les grandes lignes du développement de l'économie québécoise, les auteurs nous donnent tout de même une véritable synthèse: en plus de décrire l'organisation économique et les phénomènes qui y sont plus intimement reliés —organisation sociale, institutions juridiques, urbanisation, conditions de travail—, ils s'attardent sur les institutions politiques et sociales, l'expérience des femmes, les rapports interethniques, la production culturelle. Cependant, quand ils abordent ces thèmes, c'est en les reliant à la trame économique. C'est avec raison qu'ils renvoient dès le premier paragraphe au livre de Susan TROFIMENKOFF (*Visions nationales. Une histoire du Québec*, 1986). Celle-ci nous donnait une synthèse rédigée sous le prisme des idéologies et de l'expérience des femmes; Dickinson et Young font de même en privilégiant l'approche socio-économique. Cela donne à leur texte une couleur particulière.

Le plus souvent, cette stratégie est satisfaisante. Alors que dans d'autres synthèses le Traité d'Utrecht, la Conquête et les constitutions successives de 1763, 1774 et 1791 viennent rythmer la chronologie, ici ces événements ne sont traités que dans la mesure où ils ont influé sur la réalité socio-économique. Par ailleurs, la réforme du droit des décennies 1840-1850 —et notamment l'abolition du régime seigneurial— est l'objet de plus d'attention que d'habitude. D'autres fois cependant, les auteurs se sont vraisemblablement sentis obligés d'aborder des questions reconnues comme importantes même s'ils n'arrivent que laborieusement à les relier à la trame socio-économique, comme c'est le cas par exemple avec le chapitre VII: «L'Église, l'État et les femmes dans la société capitaliste industrielle». Quoique je sois prêt à reconnaître une certaine dose de déterminisme économique, la perspective des auteurs les empêche de bien rendre compte de l'autonomie des institutions. Ou encore, ils établissent des rapports de causalité avec l'économie qui me paraissent des figures de style plus qu'autre chose. Cependant, ces accroc à la cohérence interne de

l'ouvrage sont bien peu de chose comparés à l'intérêt qu'offre une synthèse articulée sur les questions socio-économiques plutôt que sur la politique, comme on est habitué de voir.

Les auteurs ont pris l'excellente résolution de traiter de la population québécoise dans son ensemble. Ainsi on ne peut leur reprocher d'ignorer la minorité anglophone du Québec, comme l'ont fait la majorité des chercheurs avant eux (c'est à tout le moins ce qu'affirmait Ronald RUDIN, *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*, 1985). Au contraire, ils s'intéressent à l'expérience particulière des anglophones et font ressortir les relations, tout comme leur absence parfois, entre les deux principales communautés linguistiques. Dans le même esprit, ils se penchent aussi sur la vie des Néo-Québécois. Peut-être parce que les événements ne permettaient pas de les oublier, comme ce fut si souvent le cas dans les ouvrages d'histoire — la dernière section du livre concerne la Crise d'Oka —, Dickinson et Young ont prévu une section sur les Amérindiens à chaque partie de leur livre. Enfin, ils s'intéressent aussi à l'action des femmes dans l'économie. Le portrait qu'ils font de la population québécoise est donc plus complet que dans la plupart des synthèses historiques.

Dans l'ensemble, ce livre est une réussite. Il procure, tant au grand public qu'aux étudiants, car je ne doute pas qu'il soit utilisé comme manuel scolaire, une synthèse originale de l'histoire du Québec qui rend bien compte des tendances actuelles de la recherche. Et je m'empresse de calmer les inquiétudes que les auteurs exprimaient dans leur préface: je ne crois pas que l'on trouve présomptueux que des anglophones nés à l'extérieur du Québec écrivent sur celui-ci...

Jean-Pierre CHARLAND

*Département d'études en éducation,
Université de Montréal.*

Yves LANDRY (dir.), *Pour le Christ et le Roi. La vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre Expression / Art global, 1992, 320 p.

Dans le lot des publications qui ont vu le jour à l'occasion du 350^e anniversaire de Montréal, le lecteur aurait tort de résister à la tentation de se plonger dans la lecture du livre *Pour le Christ et le Roi* publié conjointement chez Art global et Libre Expression sous la direction d'Yves Landry. Relatant les conditions de vie du temps des premiers Montréalais, voilà un ouvrage qui, dans une facture irréprochable, offre un véritable plaisir tant pour les yeux que pour l'esprit, l'intérêt des textes que regroupe ce document se disputant à la très grande qualité des illustrations.

L'ouvrage, fruit de la collaboration d'une brochette de spécialistes — historiens, démographes, linguistes, urbanistes, ethnologues —, comporte six chapitres agencés selon un ordre chronologique qui va de l'arrivée des premiers colons sur l'île de Montréal aux dernières heures du Régime français. Chaque chapitre, abondamment illustré, repose sur un texte de caractère général où vient s'insérer, sous forme d'encadrés, une série d'articles